



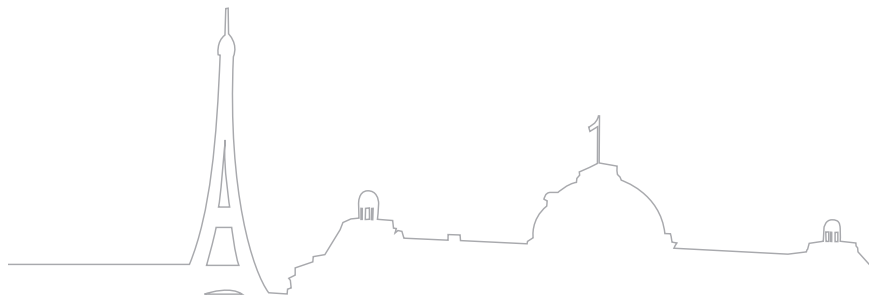
EDITO

Avec les évolutions constatées des belligérants et de la nature des menaces, la stratégie militaire est appelée à s'inscrire dans un domaine plus vaste, compris entre la stratégie globale (niveau politico-stratégique et établissement d'une politique de défense) et les domaines opératifs, voire tactiques (avec en particulier le concept d'emploi des forces et la réponse à la question : pourquoi des forces armées ?).

Ces changements importants qu'il convient d'intégrer à la réflexion ne représentent rien moins que les menaces de demain et les chantiers de modernisation des armées... C'est pourquoi il est de la vocation même du département d'"Analyse du monde conflictuel contemporain" d'identifier ces problématiques et d'en proposer une lecture apte à faire progresser le débat stratégique.

Parmi les axes retenus, on peut évoquer les conséquences de la globalisation des stratégies, avec la prise en compte de données très diverses comme l'énergie et la diplomatie. Cette globalisation aboutit à un élargissement du domaine d'application des méthodes de la stratégie, du champ militaire vers la diplomatie, par exemple, ou bien encore vers l'économie (stratégie d'entreprise). En parallèle de cette diffusion de la culture stratégique, il faut penser l'évolution des menaces en tenant compte des innovations scientifiques, de l'évolution des ressources et des comportements asymétriques des nouveaux acteurs des conflits... un défi à la hauteur de la complexité du monde actuel.

Colonel J. de Tarlé
Directeur du CEREM



LA QUESTION DE L'ÉNERGIE DANS L'ÉQUILIBRE GÉOSTRATÉGIQUE MONDIAL

Capitaine
de
corvette
Colomban
Lebas
Chercheur
au CEREM
et
Emmanuel
Nal
Assistant
de
recherche
au CEREM

Ce qui leur confère une importance géostratégique particulière

L'intérêt porté aux ressources énergétiques – notamment le pétrole et le gaz naturel – a commencé au lendemain de la Première guerre mondiale et coïncide avec la mécanisation des armées, le développement de l'industrie automobile et la découverte des premiers gisements pétroliers au Moyen-Orient. Les deux tiers des réserves pétrolières mondiales sont concentrées dans une région du monde notoirement instable, le Golfe Arabo-persique. De surcroît, le rendement des puits dans le Golfe est beaucoup plus important que le rendement moyen des puits situés dans la plupart des autres régions pétrolières du monde. L'avantage des gisements du Moyen-Orient est qu'ils sont à la fois bien pourvus et facilement exploitables. D'un point de vue géostratégique, comme les pays de cette région sont arides, peu peuplés et peu industrialisés, leur consommation est donc relativement faible et ils peuvent exporter la majeure partie du pétrole extrait. Avec la nationalisation des compagnies pétrolières occidentales par les gouvernements du Golfe à partir des années 1950, ces pays exportateurs détiennent donc un rôle géopolitique considérable.

Les réserves d'hydrocarbures : des distinctions complexes, des estimations contradictoires

Commençons par distinguer ce qu'on appelle les réserves de pétrole "prouvées" : elles correspondent au pétrole dont l'existence est physiquement prouvée, mais sans considération sur la possibilité de récupération future. Identifier un gisement et son importance ne signifie donc pas qu'on peut compter sur lui, car l'exploitation peut en être compromise. Quant aux estimations des réserves mondiales pétrolières, non seulement elles varient selon les experts, mais également entre les experts et les pays producteurs... Tous semblent d'accord pour reconnaître qu'à l'heure actuelle, le Moyen-Orient avec l'Égypte, la Libye, l'Algérie et la Tunisie recèlent plus des 2/3 des stocks. La majorité des approvisionnements sont concentrés dans le Golfe Persique ; sur les 1 000 milliards de barils qui restent dans les réserves globales, 25% reviennent à l'Arabie Saoudite, 11% à l'Irak, 8% à l'Iran, 9% aux Émirats arabes unis, 9% au Koweït et 2% à la Libye.

La situation quant aux réserves mondiales de gaz naturel est plus instable puisque les estimations des approvisionnements potentiels ou inconnus sont peu fiables. Néanmoins, on estime qu'un peu moins de la moitié des réserves prouvées se trouvent au Moyen-Orient et en Afrique du nord. Mais il faut noter que cette situation est susceptible d'évoluer assez rapidement car la plupart des pays de ces régions commencent à peine l'exploration des gisements de gaz, ce qui peut tout à fait présager des découvertes significatives dans les prochaines années.

Que nous enseignent ces données ?

Elles confirment d'abord le monopole de l'Arabie saoudite sur le marché mondial du pétrole





et parmi les producteurs. Sachant que si le taux d'extraction du pétrole continue à la vitesse actuelle, on estime la plupart des puissances pétrolières mondiales auront épuisé leurs réserves dans les deux décennies à venir, cela signifie ensuite que le Moyen-Orient restera le seul réservoir important de ressources énergétiques au monde, et par conséquent que sa part des profits générés par l'exportation du pétrole augmentera d'une manière exponentielle. Son monopole interviendra de façon croissante sur l'économie mondiale ; à l'heure où le prix du baril de pétrole dépasse déjà les 100 dollars et où la France envisage de s'installer à Abou Dhabi, la réflexion stratégique ne peut donc faire l'économie d'une prise en compte des conséquences de ces projections.

Si la hausse de la demande pour le pétrole et le gaz naturel doit effectivement augmenter de 70% dans les 30 prochaines années, il faudra que la découverte et l'exploitation de nouveaux gisements viennent compenser le déclin du rendement des puits actuels.

De plus, il est probable que des progrès technologiques permettront d'exploiter des gisements aujourd'hui considérés comme non-rentables. La problématique actuelle n'est donc pas liée à la limite des ressources, mais plutôt aux technologies et aux politiques qui permettront d'accéder d'une manière rentable aux réserves actuellement inaccessibles. Nous assistons aujourd'hui à une situation inédite où la demande vient se buter contre le "mur" des capacités de production disponibles. Économiquement, les pays producteurs ont intérêt à ne déplacer ce "mur" que très lentement puisqu'une telle politique restrictive génère une rareté artificielle, maintenant ainsi le prix du baril à un niveau très élevé. Désormais, la volonté et l'aptitude des pays du Moyen-Orient à augmenter leurs capacités de production constituent les facteurs déterminants de la dynamique pétrolière mondiale. Depuis les années 1970, les capacités de production au Moyen-Orient sont restées quasiment inchangées, la seule exception étant l'Arabie saoudite qui, grâce au parapluie militaire américain, a pu construire une industrie pétrolière nationale moderne. Épargne par la guerre et autres sources d'instabilité, le gouvernement saoudien a conservé les capacités financières nécessaires à l'entretien, la modernisation et au développement de son infrastructure de production. En revanche, l'histoire a dénié aux deux autres "géants" pétroliers de la région de telles marges de manœuvre en matière de politique pétrolière. L'Irak et dans une moindre mesure l'Iran possèdent des capacités de production largement inférieures à ce que permettraient leurs bases de ressources à cause des guerres, des révolutions, des politiques pétrolières ultranationalistes et des conditions contractuelles dissuasives pour les investisseurs étrangers qui ont freiné leur développement dans le secteur énergétique.

Vers une crise des ressources énergétiques : Quels défis, risques et implications pour la Défense ?

Les Saoudiens, qui prétendent détenir 60 % des réserves mondiales, affirment détenir 260 milliards de barils dans leur sous-sol. Du côté des compagnies pétrolières, on possède des évaluations bien différentes, qui n'excèdent pas les 140 milliards de barils.... Et si leurs calculs s'avéraient corrects, il ne resterait plus que 40 milliards de barils à extraire des sables d'Arabie. Soit une simple année de consommation mondiale.

Face aux prévisions d'une forte augmentation de la demande dans les décennies à suivre, deux défis importants que la communauté internationale sera obligée de relever dans les plus brefs délais ; le premier est de nature politique et concerne la nécessité de maintenir un minimum de sécurité et de stabilité au Moyen-Orient, sans lesquels le développement des capacités de production est impossible. Les caprices géologiques ont fait que les gisements essentiels se trouvent dans une partie du monde où les problèmes géopolitiques sont très complexes. Les interventions successives de puissances étrangères (sanctions, ingérences militaire et politique, application du droit international), surtout depuis la découverte du pétrole, n'ont fait que déstabiliser la région. Le deuxième défi, de nature économique, relève de l'énormité des investissements requis pour promouvoir l'industrie pétrolière au Moyen-Orient. L'exemple du redressement spectaculaire de la Russie en



21, place
Joffre
75007
PARIS

Tél :
+33 (0)1 44
42 45 34

Fax :
+33 (0)1 44
42 43 84

<http://www.cerems.defense.gouv.fr>

<http://www.cerems-biblio.fr>

Contact :
secretariat
@cerems.
defense.
gouv.fr

matière énergétique illustre l'impact positif que peuvent avoir la réorganisation et la modernisation de l'industrie pétrolière. Il est donc essentiel de mobiliser des investissements afin de promouvoir la recherche et le développement des technologies qui permettront aux pays de la région d'augmenter leurs capacités de production.

Faire face à ses défis implique donc une capacité et une procédure de déploiement d'urgence de moyens militaires appropriés à l'encontre des groupes terroristes et autres belligérants asymétriques, et ce pour qu'ils ne puissent porter atteinte à ces ressources énergétiques, que ce soit directement au niveau des exploitations ou par la déstabilisation du régime de ces pays, à l'équilibre déjà précaire. La sécurité de la France se joue également là...

Dans un monde où les ressources diminuent et où les impacts du changement climatique annoncent des problèmes tout aussi complexes, les armées occidentales capables de mettre en place une force d'intervention de taille et de qualité suffisante pour garantir la sécurité des gisements dont l'importance sur le plan économique et stratégique ira très vraisemblablement croissant. La donne énergétique définit des politiques, des stratégies, cause des tensions internationales, fait l'objet d'informations contradictoires mais aussi régule le moral et la qualité de vie de nos sociétés, à l'heure où, de surcroît, une crise financière importante dessine les rudes contours du mot "rigueur" dans les esprits.

Actualité du centre

Le séminaire international "Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée" piloté par le Cerem et organisé par l'amiral Dufourcq (Directeur de Recherche) et son équipe, s'est déroulé les 17 et 18 avril 2008 au sein de l'École Militaire.

Le travail académique qui a été réalisé autour de la thématique : "Comment sécuriser le développement durable en Méditerranée ?" a permis d'enrichir les débats sur ce thème. Les participations de nombreuses personnalités, experts, chercheurs, universitaires de tout le bassin méditerranéen ont fait de ce séminaire un espace de communication, de coopération et d'échanges fructueux.

Un numéro spécial est prévu à la Revue de Défense Nationale sur ce sujet qui sera disponible le 15 mai.

Les conclusions de ce colloque ainsi que l'intégralité des comptes rendus des tables rondes et des interventions les plus marquantes seront retranscrits dans un cahier du Cerem qui sera publié au cours du mois de juin.

